

PLAN PAUVRETÉ : AIDE-TOI, JUPITER T'AIDERA... OU PAS !

Alors que les inégalités explosent et que les moins riches deviennent chaque jour plus nombreux, Force Ouvrière fondait de grands espoirs dans le Plan Pauvreté annoncé par le gouvernement.

Or, sur un plan strictement comptable, face à 150 milliards d'aides publiques dédiées aux entreprises en seulement un an, les 8 milliards annoncés semblent relever de l'aumône. Peu de moyens donc, mais une ambition clairement affichée : la mainmise absolue de l'Etat sur toutes les politiques d'accompagnement et d'insertion et évidemment de leurs budgets respectifs – 80 milliards d'euros rien que pour la politique familiale, du logement et les minima sociaux. En matière de gouvernance, le cynisme est au rendez-vous en annonçant confier un rôle clé aux départements, alors même qu'une réflexion sur leur disparition a été engagée par ce même gouvernement. Le résultat est clair et en cohérence avec ce que Force Ouvrière a toujours dénoncé : une décentralisation à la carte des politiques sociales avec pour conséquence une inégalité généralisée.

L'annonce du plan pauvreté du chef de l'Etat a le mérite de parachever sa vision d'un « nouveau monde » où la France, *start-up nation*, serait un grand marché où les derniers de corvée auraient des « devoirs » afin de s'assurer une maigre chance de survie. Alors que s'achève une première année dédiée aux premiers de cordée, avoir multiplié les cadeaux aux plus aisés, avoir dérèglementé et privatisé à tout-va et avoir préparé le terreau de l'état de marché où règnent la loi de la jungle et le chacun pour soi, il est temps de faire rentrer dans le jeu de la concurrence les 90 % restants de derniers de corvée et en particulier ceux qui « coûtent un pognon de dingue ».

Deux angles d'attaque principaux voient le jour, dès le plus jeune âge une identification au sein des « gens qui ne sont rien » au cas où se trouverait « un petit Mozart » à-même de rejoindre le club restreint des premiers de cordée. Pour les autres la mise en place d'un « contrat d'engagement réciproque » par lequel chaque pauvre doit, dans le cadre d'un « projet productif » gagner sa « dignité » en prenant part à l'activité du pays et en remplissant des critères fixés par la puissance publique afin de percevoir un « revenu universel d'activité », filet de sécurité minimal que FO condamne fermement.

Fin du modèle social, fin de toute valeur républicaine de solidarité, fin des droits collectifs et individuels sans condition. Du passé il fait table rase, nous ne sommes rien soyons tout !

Paris, le 13 Septembre 2018

Pascal PAVAGEAU, Secrétaire général

sg@force-ouvriere.fr – 01 40 52 86 01